

# CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

## Faire campagne sur la clarté

### La campagne présidentielle doit se mener projet contre projet.

On peut comprendre que l'UMP et l'UDF souhaitent éviter cette confrontation, les uns pour faire oublier leur bilan calamiteux sur les plans économiques ou sociaux, les autres pour que les électeurs ne se rendent pas compte du caractère profondément libéral de leur projet.

Les Français, pourtant, ont le droit à une campagne de clarté. Depuis quelques jours déjà, et tout au long des mois de mars et d'avril, les socialistes du Finistère animent des réunions dans tous les cantons du département, pour exposer le pacte présidentiel de Ségolène Royal. "Il est le fruit de la parole des Français, mais il est aussi le fruit de toute une équipe et le fruit d'une série d'arbitrages et de choix", a expliqué la candidate aux milliers de personnes venues l'écouter à Rennes, le

20 février. "Ce que vous m'avez dit, je l'ai entendu ; ce que je savais, vous l'avez confirmé", souligne la candidate socialiste, en préambule d'un tract présentant le pacte présidentiel, tiré à six millions d'exemplaires.

Il ne s'agit ni d'un programme, ni d'un projet, ni d'un catalogue de propositions, mais d'un pacte qui engage à la fois celle qui le propose et les millions de Françaises et de Français qui l'accepteront.

Ce pacte, qui contient 100 propositions, repose sur sept piliers.

D'abord, celui de la relance de la croissance pour travailler tous. Pour cela, le budget de la recherche et de l'innovation augmentera de 10 %. Une part des marchés publics sera réservée aux PME. Les entreprises qui embaucheront et investiront seront aidées. Mais celles qui délocaliseront leurs activités devront rembourser les aides qu'elles auront perçues.

SUITE PAGE 2

**CAP  
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 08/03/2007



## Pour une police de quartier

### "La police n'est pas là pour organiser des tournois sportifs mais pour arrêter les délinquants, vous n'êtes pas des travailleurs sociaux", avait déclaré Nicolas Sarkozy aux policiers de Toulouse, le 3 février 2003.

La police de proximité était ainsi enterrée. Et les rôles bien définis : avec la gauche, les forces de l'ordre jouent au foot avec les délinquants tandis qu'avec la droite, elles les interpellent. Sauf que tous les élus font le même constat : la suppression de la police de proximité a constitué une grave erreur. Jean-Pierre Mignard, l'avocat des jeunes de Clichy, défend la même idée, exemple à l'appui : "Il faut réhabiliter la police de proximité. Ces jeunes vivaient à Clichy depuis 15 ans et ils ont été poursuivis par des policiers de la ville d'à côté",

expliquait-il, dans une interview à Cap Finistère, le 7 avril 2006.

En outre, les élections professionnelles, qui se sont déroulées au mois de novembre



Delphine Batho

2006, ont montré l'attachement des gardiens de la paix à la notion de police de proximité. "L'UNSA s'est clairement prononcée pour la Police de proximité, au service des citoyens, et les contrats locaux de proximité", rappelait Louis Le Lay, secrétaire général adjoint de l'UNSA Police dans le Finistère, au lendemain d'un scrutin qui sonnait comme un désaveu de la politique menée par Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur.

SUITE PAGE 2

## EN CLAIR !

### Indécence.

La période se prête bien au travail intense de lobby semble nous dire une nouvelle fois la profession médicale qui, par la voix de trois syndicats de médecins libéraux, demande à l'assurance maladie une substantielle augmentation du tarif de la consultation du généraliste. De 21 à 23 €, fichtre c'est près de 10 % de hausse ! Voilà qui doit faire rêver tout syndicaliste représentant de salariés dans leurs revendications ! Si la Sécu allait bien, si les déficits étaient comblés, les objectifs de réduction des coûts atteints, pourquoi pas ! Mais on n'y est pas et loin s'en faut ! Alors, faire peser une nouvelle charge de 500 millions d'euros par an sur les ménages est purement irresponsable. Ce n'est pourtant pas l'avis de l'UMP et de son dépensier candidat qui continue de soigner sa droite...

# Faire campagne sur la clarté (suite)

**"Ce que vous m'avez dit, je l'ai entendu ; ce que je savais, vous l'avez confirmé."**

••• Le droit au premier emploi deviendra une réalité pour les jeunes : au-delà d'une période de six mois de chômage, chaque jeune se verra proposer une formation rémunérée ou un emploi aidé.

L'amélioration du pouvoir d'achat constitue le deuxième pilier du pacte. Dès le mois de juin, une conférence rassemblant les partenaires sociaux et l'État se réunira pour ouvrir une négociation salariale, en sachant que le SMIC atteindra 1 500 euros d'ici la fin de la législature.

Troisième pilier : l'éducation, encore et toujours. Car c'est à l'école que naissent et se reproduisent les inégalités. Aujourd'hui, 150 000 élèves quittent le système éducatif sans qualification. Pour mettre fin à ce gâchis, des états généraux de l'éducation, réunissant toute la communauté éducative, seront organisés. Un soutien scolaire gratuit, du CP à la terminale, sera proposé aux élèves qui en auront besoin.



*Le pacte présidentiel repose sur sept piliers*

Pour les universités, une loi de programmation sera votée par le Parlement, de manière à porter les dépenses de l'État par étudiant au même niveau que la moyenne européenne.

Les familles constituent le quatrième pilier. Pour qu'elles puissent jouer leur rôle, elles doivent pouvoir disposer d'un logement. 120 000 seront construits tous les ans et chaque commune devra respecter l'objectif de 20 % de logements sociaux. En matière de santé, l'accent sera mis sur la prévention, notamment grâce à la médecine du travail et à la médecine scolaire.

L'excellence environnementale représente un défi et le cinquième pilier du pacte présidentiel de Ségolène Royal. Pour y parvenir, un effort particulier sera entrepris pour favoriser les économies d'énergies, des prélèvements exceptionnels seront perçus sur les superprofits, de manière à développer les transports collectifs. En 2020, la

part des énergies renouvelables atteindra 20 % de la consommation.

Le droit à la sécurité et la justice sont des droits fondamentaux de la République. Ils représentent le sixième pilier. Les violences, notamment les atteintes aux personnes, n'ont cessé d'augmenter depuis 2002. Pour répondre à ce défi, une police de quartier, tirant l'expérience de la police de proximité, sera créée. Les mineurs délinquants seront pris en charge dans des centres éducatifs renforcés tandis que les moyens accordés à la justice des mineurs seront renforcés.

Moins visibles, les violences conjugales frappent des centaines de milliers de femmes. Une loi cadre sera adoptée pour lutter contre ce phénomène.

Tout cela se réalisera dans une France plus forte, septième et dernier pilier du pacte présidentiel. Une France plus forte, grâce à une démocratisation de nos institutions d'abord, au travers du non-cumul des mandats, à l'introduction d'une dose de proportionnelle aux législatives et à la possibilité pour un million de citoyens de déposer une proposition de loi.

Cette France plus forte pourra mieux faire entendre sa voix en Europe et dans le monde. L'Union européenne sera plus protectrice et plus sociale. Un nouveau traité institutionnel sera soumis à référendum.

Ce week-end, dans tout le département, les socialistes iront au devant des électeurs pour leur donner le pacte présidentiel de Ségolène Royal et engager le dialogue autour des 100 propositions. Les Français ont pris la parole à l'occasion des débats participatifs mais Ségolène Royal leur a demandé de la garder car elle "revient tout simplement aux sources de la démocratie, dont le premier principe est qu'on gouverne avec le peuple et pas contre lui".



*Les socialistes à la rencontre des électeurs à Landerneau*

# Pour une police de quartier (suite)



*Louis Le Lay*

••• D'ailleurs, les chiffres parlent d'eux-mêmes : depuis 2002, les violences physiques non crapuleuses ont augmenté de 30 %, le nombre de mineurs impliqués dans des atteintes aux personnes de 32 % et les agressions contre les personnels de l'Éducation nationale de 26 %.

"Aujourd'hui, il y a moins d'effectifs en banlieue, l'insécurité s'y est endurcie et l'État de droit y a reculé", constate Delphine Batho, chargée des questions de

## Il faut une vraie police de quartier

sécurité au PS. Or, selon les statistiques, les personnes vivant en HLM sont deux fois plus victimes d'agressions que le reste de la population.

Sentant bien qu'il avait commis une grave erreur, le ministre de

l'Intérieur vient de demander à un groupe d'experts de se pencher sur ce sujet et de faire des propositions sur "la police de quartier". Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis mais la conversion est vraiment tardive puisque le candidat de l'UMP doit quitter ses fonctions dans quelques semaines.

Ségolène Royal, dans son pacte présidentiel, proposait, elle aussi, de remettre en place la police de proximité, "mais pas exactement celle qui existait entre 1997 et 2002", précise Delphine Batho.

Pour la secrétaire nationale du Parti Socialiste, il faut concentrer qualitativement et quantitativement les forces de police dans les quartiers où l'insécurité est la plus forte. Cela va de pair avec une revalorisation financière pour les fonctionnaires de police installés dans les zones les plus difficiles. En outre, le taux de satisfaction du public sera évalué.

Le groupe d'experts devra rendre ses conclusions à Nicolas Sarkozy à la mi-mars. Reconnaîtra-t-il officiellement s'être trompé en supprimant la police de proximité ?

## François Hollande à Brest, le 26 mars

Le 26 mars, François Hollande tiendra un meeting à Brest, au Parc des Expositions de Penfeld.

Le premier secrétaire du Parti Socialiste profitera certainement de son intervention brestoise pour rappeler les vrais enjeux de la campagne présidentielle, comme il le fit, le 11 février, à Villepinte, à l'occasion de la présentation du pacte présidentiel de Ségolène Royal. Car il revient aux socialistes "de clarifier les termes du débat, de donner du sens, d'écartier les sujets subalternes, d'éviter les pièges d'une campagne réduite à l'accessoire, au superflu, à l'anecdote, au dérisoire, bref, de poser sereinement aux Français les éléments de leur vote". En effet, il déterminera les fondements même du pacte social et républicain.

Avec sa verve habituelle, François Hollande soulignera la duperie de la campagne de Nicolas Sarkozy, candidat sortant, qui tente de faire oublier sa participation aux gouvernements Raffarin et De



*François Hollande : "Vous êtes la force de cette campagne".*

Villepin alors qu'il est toujours ministre ! Il rappellera à ceux qui ont la mémoire courte qu'à chaque élection présidentielle, un candidat centriste a tenté de duper les électeurs... et qu'il a ensuite toujours rejoint les rangs de la droite.

"Vous êtes la force de cette campagne", avait déclaré François Hollande aux

secrétaires de section du Parti Socialiste rassemblés à Villepinte. Le 26 mars, il pourra reprendre cette formule à l'intention des centaines de militants et de sympathisants du Finistère qui ne manqueront pas de venir l'écouter et de montrer ainsi leur mobilisation et leur détermination à faire voter pour Ségolène Royal dès le premier tour, le 22 avril.



## Du franc à l'euro

Avec  
Hugues Nancy

**"Depuis le passage à l'euro, tous les prix ont augmenté et les statistiques de l'INSEE ne correspondent pas à la réalité", a-t-on souvent entendu dans les débats participatifs consacrés à la vie chère. Cette conviction repose sur des faits avérés mais la monnaie européenne ne doit pas être le bouc émissaire de la stagnation du pouvoir d'achat, explique "Du franc à l'euro, la vérité sur les prix", ouvrage collectif publié par France Info et les éditions de l'Aube, auquel a participé Hugues Nancy.**

**Cap Finistère : Pourquoi avoir écrit ce livre maintenant ? Et comment l'avez-vous écrit ?**

**Hugues Nancy :** Les Français se plaignent de la vie chère. Or, les chiffres publiés par l'INSEE laissent à penser

*qu'ils auraient tort. Nous avons voulu en avoir le cœur net. D'abord, en reconstituant la vie quotidienne d'un citoyen ordinaire. Du café du matin au cinéma le soir, nous avons calculé l'évolution des prix depuis 2002. Cette reconstitution a demandé beaucoup de recherches car les marques sont réticentes à communiquer les prix d'avant 2002. Nous avons aussi publié les analyses de sociologues et d'économistes, Robert Rochefort (CREDOC), Jean Viard (CNRS) ou Thomas Piketty (ENS).*

**Cap Finistère : L'INSEE ment-il et l'euro est-il responsable de la vie chère ?**

**Hugues Nancy :** L'INSEE ne ment pas mais présente des moyennes et les Français ne s'y retrouvent pas. La part du logement dans le budget des ménages est, selon l'institut national, de 6 %. Mais pour les locataires, elle peut atteindre 30 %. Les prix de certains produits ont augmenté, d'autres ont baissé. Mais les hausses touchent plutôt les pro-

*duits courants tandis que les baisses concernent surtout des produits de haute technologie qui, par ailleurs, entraînent de nouvelles dépenses pour de nouveaux produits devenus "une obligation sociale" (téléphone portable, écran plat, Internet...). Le locataire, qui fume, qui doit emprunter sa voiture pour aller travailler et qui gagne le SMIC, a vu son pouvoir d'achat baisser. Car, selon l'estimation de Thomas Piketty, le pouvoir d'achat a stagné.*

*L'euro n'est pas responsable de la hausse des prix des carburants ou du tabac. En revanche, il est vrai que certains commerçants ont profité du passage à l'euro pour arrondir et, donc, augmenter leurs prix !*

**Cap Finistère : Ségolène Royal a proposé la création de plusieurs indices des prix. Qu'en penses-tu ?**

**Hugues Nancy :** C'est une bonne idée et, d'ailleurs, l'INSEE l'a reprise à son compte tout récemment. Compte tenu de la différence entre les statistiques annoncées et les réalités de la vie quotidienne, cette réforme est devenue incontournable.

## Rendez-vous

### 9 mars

A 20 h 30, forum départemental sur "l'après-pétrole ?", avec Jean-Yves Le Déaut, député, Pierre Maille, président du Conseil général, Isabelle Thomas, conseillère régionale, Marc Sawicki et Thierry Fayret, au Foyer laïque de Saint-Marc, 12, rue Dr Floch à Brest.

### 16 mars

A 18 h 30, Conseil fédéral, au local du PS, 13, rue de Portzmoguer, à Brest.

### 18 mars

Rassemblement des Élus à Paris, Porte de Versailles (lieu à confirmer).

### 19 mars

A 18 h 30, quatrième réunion du Comité de Coordination Départemental de la campagne présidentielle (COCODEP) dans les locaux de la fédération, 26 B rue Aristide-Briand, à Quimper.

### 22 mars

A 20 h 30, réunion publique sur le thème "Droits des femmes : les engagements de Ségolène Royal", avec Safia Otokoré, au CAC, à Concarneau.

### 26 mars

Meeting de François Hollande, à Brest (Parc de Penfeld).

## S'abonner :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :  
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste.

## EN SAVOIR PLUS ...

### Réunions du changement

- Vendredi 9 mars à 18 h 30, salle du Poudu (face à Intermarché) à Pluguffan, animée par Jean-Jacques Urvoas.

- Vendredi 9 mars à 20 h 30, salle de l'Amicale Laïque à Lesconil, animée par Annick Le Loch.

- Lundi 12 mars à 18 h 30, salle Ange de Guernisac, à la mairie de Morlaix, animée par Marylise Lebranchu.

- Lundi 12 mars à 20 h 30, à la MPT de Lambézellec à Brest, animée par Patricia Adam.

- Lundi 12 mars à 20 h 30, à la mairie annexe de Ergué-Armel à Quimper, animée par Jean-Jacques Urvoas.

- Lundi 12 mars à 20 h 30, salle municipale, quai du Léon à Landerneau, animée par Chantal Guittet.

- Lundi 12 mars à 20 h 30, au Sterenn à Trégunc.

- Mardi 13 mars à 20 h 30, Hôtel Kastel Roc'h à Plougastel-Daoulas (canton de Daoulas), animée par Richard Ferrand.

- Mardi 13 mars à 20 h 30, salle Alizé à Guipavas, animée par Chantal Guittet.

- Mardi 13 mars à 20 h 30, salle municipale du bourg à Plouzané, animée par Pierre Maille.

- Mercredi 14 mars à 18 h 30, salle de l'Europe (au bourg) à Ergué-Gabéric, animée par Jean-Jacques Urvoas.

- Mercredi 14 mars à 20 h 30, à la longère de Kerzincuff au Relecq-Kerhuon, animée par Chantal Guittet.

- Mercredi 14 mars à 20 h 30, Espace François-Mitterrand, à Pont-de-Buis, animée par Richard Ferrand.

- Jeudi 15 mars à 18 h 30, au restaurant Lautrou à Plounéour-Ménez, animée par Marylise Lebranchu.

- Jeudi 15 mars à 18 h 30, à la MPT de Kerfeunteun à Quimper, animée par Jean-Jacques Urvoas.

- Jeudi 15 mars à 20 h 30, salle communale (face à la mairie) de Gouézec (cantons de Châteaulin et de Pleyben) animée par Richard Ferrand.

- Jeudi 15 mars à 20 h 30, salle Kerjean à la Forest-Landerneau, animée par Chantal Guittet.

- Jeudi 15 mars à 20 h 30, salle Bolloré à Pont-Croix, animée par Annick Le Loch.

- Samedi 17 mars à 15 h 00, à la Maison du Nautisme à Tréboul, animée par Annick Le Loch.

- Samedi 17 mars à 18 h 00, salle polyvalente de Tréméven.

## Annonces légales & judiciaires

**THEMIS**  
Société d'Avocats  
Jean-François MORVAN  
Parc Edonia - Rue de la Terre Victoria  
CS 56843  
35768 SAINT-GRÉGOIRE CEDEX

**TERRA NOVA**  
Société par Actions Simplifiée  
au capital de 37 000 euros  
(anciennement SARL  
au capital de 19 500 euros)  
Siège social : Créatic  
115, rue Claude Chappe  
29280 PLOUZANÉ  
RCS BREST 481 025 328

Aux termes de décisions collectives unanimes en date du 23 février 2007, il a été décidé :

- d'augmenter le capital d'une somme de 17 500 euros pour le porter de 19 500 euros (ancien capital) à 37 000 euros.

- de transformer la société de SARL en SAS à compter du 23 février 2007, sans création d'un être moral nouveau. Aucune modification n'est apportée à la dénomination sociale, à l'objet social, au siège social, au capital social (porté à 37 000 euros) et à la durée.

A été nommé aux fonctions de Président, sans limitation de durée : Monsieur Frédéric LHERMINIER, demeurant à LOCMARIA-PLOUZANÉ (29) 18, rue de Kaveloc, les anciens organes de direction (gérance) ayant pris fin du fait de la transformation.

Les associés ont, en outre, nommé le cabinet IROISE CONSEILS AUDIT, dont le siège est à BREST (29) 190, rue Ernest Hemingway, représenté par Monsieur

Hubert HENRY, en qualité de commissaire aux comptes titulaire et Monsieur Paul GUILLOU, exerçant à QUIMPER (29) 143, avenue de Keradenec, en qualité de commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur l'exercice clos le 31 août 2012.

- Admission aux assemblées, exercice du droit de vote : Tout associé a droit de participer aux décisions collectives du moment que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'assemblée. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix. Cessions d'actions : Toutes les cessions d'actions sont soumises à l'agrément préalable de la société donné par la collectivité des actionnaires.

Pour avis, le Président

**SELARL BERTRAND QUENTEL**  
au capital de 7 624 Euros  
20, quai Commandant Malbert  
29200 BREST  
Tél. : 02.98.80.02.64  
Fax : 02.98.43.18.46

**SCI C.L.M.**  
SCI en liquidation  
au capital de 15 244,90 Euros  
Siège social : zone artisanale de  
Mescoden - Ploudaniel  
29260 LESNEVEN  
RCS BREST 382 870 905

Suivant délibération du 15 janvier 2007, la collectivité des associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au Liquidateur et l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de BREST.

Le Liquidateur

### Parrainages pour Ségolène Royal

Le Parti Socialiste ayant l'intention de publier la totalité de la listes des élus parrainant la candidature de Ségolène Royal, il est demandé aux maires, conseillers généraux, conseillers régionaux, présidents de communautés de communes, parlementaires, d'informer la fédération de l'envoi de leur formulaire. Attention, la date limite du 16 mars, 18 heures, s'entend comme la date de réception par le Conseil Constitutionnel et non la date limite d'expédition.

## Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
Jean-Jacques URVOAS  
RÉDACTEUR EN CHEF  
Jean-Yves CABON

Impression : Presses Associatives du Finistère  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST  
Tél : 02 98 43 44 39 - Fax : 02 98 43 64 03  
CPPAP 1207 P 11428